Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l' Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédoc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 30 avril 2024

Presse – Actualités

- Prix du gaz, MaPrimeRénov', participation forfaitaire au CPF… Ce qui change au 1er mai – Le Figaro
- Guerre en Ukraine, tensions commerciales, investissements… le président chinois Xi Jinping en visite en France début mai – La Tribune
- Plongée dans une Amérique devenue hors de prix pour les Européens – Le Monde
- Pourquoi la dette souveraine française échappe à la dégradation des agences de notation ? – Le Cercle des Economistes
- Coût du travail : quels sont les pays d'Europe où il a le plus augmenté en 2023 ? – L'Express
- La réindustrialisation de la France, une route encore longue et semée d'embûches – Le Monde

ARTICLES DE PRESSE

Prix du gaz, MaPrimeRénov', participation forfaitaire au CPF… Ce qui change au 1er mai – Le Figaro

De nouvelles mesures s'appliquent à compter de ce mercredi. Santé, énergie, démarches administratives… *Le Figaro* fait le tour des changements attendus.

Dès le 1er mai, plusieurs nouvelles mesures vont s'appliquer et toucheront les Français au quotidien. Participation au compte CPF, MaPrimeRénov', élections européennes, déclarations de revenus… *Le Figaro* fait le tour des changements qui s'opéreront en mai.

Hausse du prix du gaz

Coup dur pour le porte-monnaie des Français. Dès le 1er mai le prix du gaz naturel va augmenter de 1,4% par rapport à avril. C'est la commission de régulation de l'énergie (CRE) qui l'a annoncé en publiant son estimation mensuelle axée sur l'évolution du tarif du gaz naturel.

Concrètement, la part variable augmentera de 1,48 euro/MWh par rapport au mois d'avril pour les consommateurs types cuisson/eau chaude et chauffage. *« Cette hausse s'explique par une légère augmentation des prix de marché de gros de gaz naturel, qui étaient en baisse depuis la fin de l'année 2023 »*, a expliqué la CRE. À noter que la hausse tarifaire ne concernera que les clients français se trouvant sur la zone desservie par Gaz réseau distribution France (GRDF).

MaPrimeRénov' évolue

Bonne nouvelle pour les propriétaires. À compter du 15 mai et jusqu'au 1er janvier 2025, les conditions d'obtention de MaPrimeRénov' s'assouplissent. Dorénavant, il ne sera plus nécessaire de fournir un Diagnostique de Performance Energétique (DPE) pour des travaux d'isolation ou de changement de chaudière. Les propriétaires de passoires thermiques, logements classés G ou F, pourront également obtenir des aides pour leur rénovation.
Les ménages bientôt propriétaires pourront également demander l'aide avant que la vente soit effective, en fournissant un compromis de vente lors du dépôt de leur dossier MaPrimeRénov'. Un titre de propriété sera exigé plus tardivement. Plus de détails sur le site du gouvernement.

CPF : une participation forfaitaire de 100 euros

À partir du 1er mai, pour toute formation financée par le CPF, une participation forfaitaire de 100 euros sera demandée, à l'exception des demandeurs d'emploi et des

salariés pour lesquels l'employeur participe au règlement de la formation. Cette participation - dont le montant forfaitaire pourra être revalorisé chaque année suivant l'inflation - a pour objectif de renflouer les caisses de l'État. Le compte personnel de formation d'un salarié du secteur privé permet de donner un accès aux formations qualifiantes ou certifiantes.

Augmentation du reste à charge pour le patient

Après le doublement des franchises médicales, au tour de la participation forfaitaire d'augmenter. À compter du 15 mai, le montant de cette contribution du patient qui ne peut être remboursée ni par la Sécu ni par la mutuelle va doubler de 1 à 2 euros sur chaque consultation, examen radiologique ou analyse biologique. Avec comme conséquence pour les patients une augmentation du reste à charge. Le patient français ne paie aujourd'hui que 8,7% des dépenses de santé de sa poche, contre 14,4% en moyenne dans l'Union Européenne. Pour la Sécu en revanche, la mesure doit permettre d'économiser plus de 400 millions d'euros en année pleine.

Les participations forfaitaires versées annuellement par personne ne pourront tout de même pas dépasser la limite de 50 euros. Un plafond est également fixé à 4 euros par jour et par médecin.

Dernier jour pour s'inscrire sur les listes électorales

L'inscription sur les listes électorales de la commune de son choix n'est possible que jusqu'au 1er mai en ligne et au 3 mai directement en mairie. Pour cela, il faut prévoir un justificatif d'identité et un justificatif de domicile daté de moins de trois mois.

Sans cette formalité, impossible de voter aux élections européennes du 9 juin prochain. À noter que les nouveaux électeurs âgés de 18 ans ayant fait leur recensement citoyen sont inscrits d'office.

Autres échéances administratives : déclaration de revenus et dossiers Crous

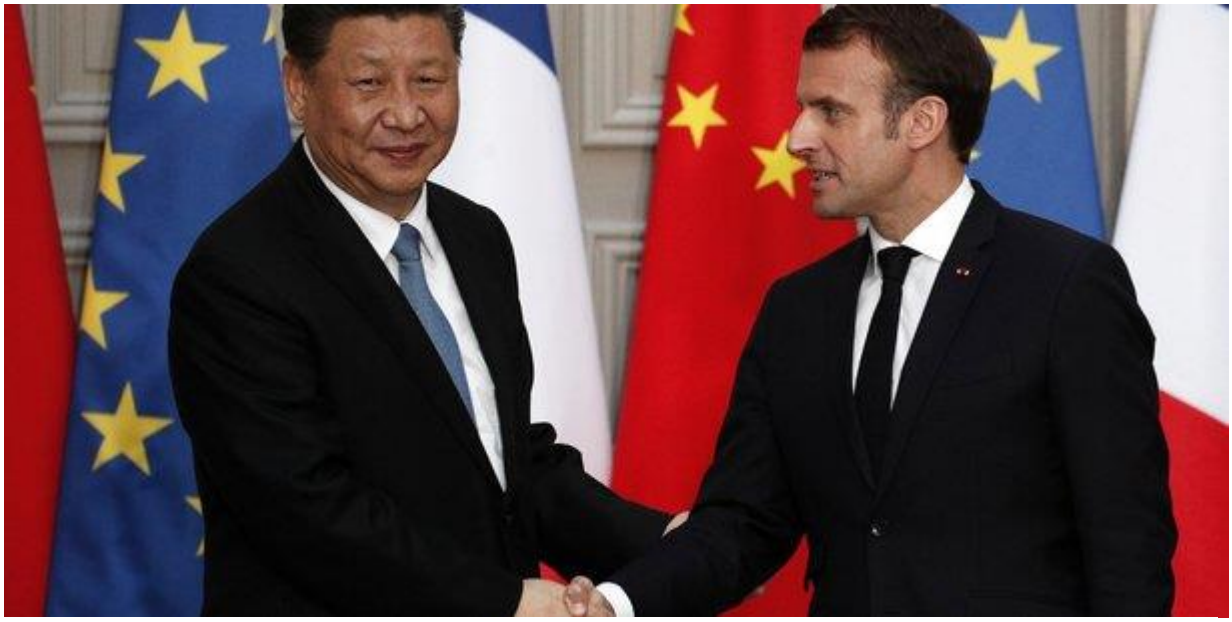
La date limite pour remplir sa déclaration de revenus au format papier est fixée au 21 mai. En ce qui concerne la déclaration en ligne, la date butoir est le jeudi 23 mai pour les départements 1 à 19, le jeudi 30 mai pour les départements 20 à 35 et enfin le jeudi 6 juin pour les départements restants.

La date limite pour déposer son dossier social étudiant afin de bénéficier d'une bourse et/ou d'un logement à la rentrée scolaire 2024 est fixée au 31 mai.

* * *

Guerre en Ukraine, tensions commerciales, investissements… le président chinois Xi Jinping en visite en France début mai – La Tribune

Le président chinois Xi Jinping est attendu en visite d'État en France les 6 et 7 mai, pour évoquer notamment la guerre en Ukraine avec Emmanuel Macron. Les échanges porteront aussi sur les questions commerciales et l'urgence climatique.



Il y a un an en Chine, Emmanuel Macron avait appelé Xi Jinping à « ramener la Russie à la raison » à l'égard de l'Ukraine. (Crédits : POOL)

Près d'un mois après la visite du chancelier allemand, Olaf Scholz en Chine, c'est cette fois au président chinois de se rendre en Europe... Et c'est en France que Xi Jinping débutera sa visite d'État sur le Vieux Continent, la première depuis la pandémie de Covid-19.

Ce déplacement « *intervient à l'occasion des 60 ans des relations diplomatiques entre les deux pays et fait suite à la visite du président de la République à Pékin et Canton en avril 2023* », ont affirmé les services de l'Elysée. Pour célébrer cet anniversaire, Stéphane Séjourné, ministre des Affaires étrangères, s'était déjà rendu à Pékin fin mars.

« *La France, par cette visite, démontre qu'elle fait partie des très rares pays au monde à être en mesure de maintenir des canaux de discussion à tous les niveaux avec la deuxième puissance économique mondiale, avec la Chine, dans un contexte où il y a une relation tendue avec les États-Unis et le Royaume-Uni* », avance-t-on de source diplomatique française. En 1964 déjà, la France, sous l'impulsion du général de Gaulle, avait été le premier grand pays occidental à établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs avec la République populaire de Chine.

Un moment plus intime dans les Hautes-Pyrénées entre les deux chefs d'Etat

Le président chinois et son épouse Peng Liyuan seront reçus le 6 mai par Emmanuel et Brigitte Macron à Paris, où un dîner d'État est prévu à l'Élysée. Le 7 mai, les deux couples se rendront dans les Hautes-Pyrénées où le chef de l'État français veut partager un moment plus intime avec son homologue. Il s'y est, en effet, beaucoup rendu dans son enfance pour rendre visite à sa grand-mère maternelle, Germaine Noguès, décédée en 2013 et qui habitait à Bagnères-de-Bigorre..

« Les échanges porteront sur les crises internationales, au premier rang desquelles la guerre en Ukraine et la situation au Moyen-Orient, les questions commerciales, les coopérations scientifiques, culturelles et sportives ainsi que sur nos actions communes face aux enjeux globaux, notamment l'urgence climatique, la protection de la biodiversité et la situation financière des pays les plus vulnérables », a résumé la présidence française.
Lin Jian, porte-parole de la diplomatie chinoise, a estimé pour sa part que les deux dirigeants tenteront de « *faire de nouvelles contributions à la paix, à la stabilité, au développement et au progrès du monde* ».

Le soutien de la Chine apporté à la Russie inquiète

Il y a un an en Chine, Emmanuel Macron avait appelé Xi Jinping à *« ramener la Russie à la raison* » à l'égard de l'Ukraine « *et tout le monde à la table des négociations* ». Le président chinois s'était alors dit, en tête-à-tête, prêt à appeler son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, selon la délégation française. Le coup de fil avait de fait eu lieu peu après. Mais les avancées diplomatiques escomptées par Paris sur le front russo-ukrainien s'étaient arrêtées là.

« Il faut continuer d'engager la Chine qui, objectivement, est l'acteur international qui dispose des leviers les plus importants pour changer le calcul de Moscou », glisse-t-on de source diplomatique française, tout en reconnaissant qu'il ne faut pas s'attendre à un tournant majeur du jour au lendemain.
Appelant à une solution de paix, les autorités chinoises, qui se disent officiellement neutres, n'ont jamais condamné l'invasion russe. Le président russe Vladimir Poutine doit d'ailleurs se rendre en Chine en mai.

L'Europe n'est pas la seule à se préoccuper des liens entre Pékin et Moscou. Vendredi dernier, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a, en effet, indiqué avoir fait part de ses inquiétudes au dirigeant chinois, lors d'une visite dans le pays de trois jours, concernant ce soutien apporté à la Russie, affirmant que l'invasion de l'Ukraine serait plus « *difficile* » sans le soutien de Pékin.

Le chef de l'Otan, Jens Stoltenberg, s'en est aussi pris aussi au géant asiatique, jeudi, l'accusant de *« soutenir l'économie de guerre de la Russie »* en partageant des technologies de pointe qui peuvent être utilisées pour produire des missiles, des chars et des avions. *« La Chine affirme vouloir entretenir de bonnes relations*

avec l'Occident. Dans le même temps, Pékin continue d'alimenter le plus grand conflit armé en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale », a-t-il déclaré lors d'un discours prononcé lors d'une remise de prix à Berlin sur les liens transatlantiques. « *Ils ne peuvent pas avoir le beurre et l'argent du beurre* ».

Les questions commerciales en haut de la pile des sujets de préoccupation

Au-delà des questions diplomatiques, les relations commerciales devraient être aussi largement abordées. Emmanuel Macron a ainsi appelé jeudi dernier à une « *révision* » de la politique commerciale européenne. « *Ça ne peut pas marcher si on est les seuls au monde à respecter les règles du commerce telles qu'elles avaient été écrites il y a quinze ans, si les Chinois, les Américains, ne les respectent plus en subventionnant les secteurs critiques* », a déclaré le président français dans un discours sur l'Europe prononcé à la Sorbonne.

Les relations entre Pékin et Bruxelles se sont tendues davantage avec l'ouverture en 2023 par l'UE d'une enquête sur les subventions chinoises aux voitures électriques. Bruxelles a aussi ouvert une enquête mi-avril pour pratique déloyale visant les fabricants d'éoliennes subventionnés par Pékin, qui pourrait aboutir à des sanctions douanières. Cette attitude « *peut miner la confiance des entreprises chinoises dans la coopération avec l'Union européenne* », avait alors répliqué dans la foulée le ministre chinois du Commerce Wang Wentao, en plaidant pour le « *multilatéralisme au lieu du protectionnisme et de l'unilatéralisme* ».

Il n'en demeure pas moins que, si Paris évoque une visite très politique sans grands contrats à attendre, Emmanuel Macron espère attirer de nouveaux investissements chinois, notamment dans les batteries électriques.

Xi Jinping devrait ensuite se rendre en Serbie, selon des médias, puis il est attendu en Hongrie du 8 au 10 mai.

(Avec AFP)

Plongée dans une Amérique devenue hors de prix pour les Européens – Le Monde

Dopés par la croissance, les prix et les salaires ont décollé aux Etats-Unis. L'écart avec le niveau de vie des Européens n'a jamais été aussi fort. Un autre signe du décrochage du Vieux Continent.

Times Square, à New York, le 7 avril 2024. CHARLY TRIBALLEAU / AFP

Lorsque Elias Chedid est parti à San Francisco (Californie) en 2017, il était tout content de doubler son salaire par rapport à celui qu'il touchait en France. *« J'ai accepté une offre à 85 000 dollars* [près de 79 300 euros]*, je croyais que c'était bien, en réalité, je m'étais fait avoir »*, explique ce jeune issu de HEC et mathématicien. Entre-temps, ce data scientifique a changé plusieurs fois de job, déménagé à New York et gagne désormais près de 400 000 dollars par an, actions gratuites comprises.

« En France, je n'aurais jamais pu voir mon salaire quadrupler. Les opportunités sont formidables, poursuit-il. *Lorsque je reviens à Paris, j'ai l'impression d'être super-riche. Quand je sors avec mes amis, je paie l'addition, cela me coûte le prix d'un repas pour deux à New York. »* Un diagnostic partagé par les Américains, qui rêvent de soleil en Europe, un peu à l'image de ces retraités français se retirant à Marrakech (Maroc). En témoigne un reportage de la chaîne de télévision CNBC, qui vantait sur son site, le 21 avril, une retraite bon marché en France et en Italie : « *Vous pouvez acheter une maison en France ou en Italie pour le prix d'un camion neuf »*, est titré l'article, ce qui a interrogé Tommy Sikes, un promoteur américain. *« J'ai commencé à découvrir ces propriétés incroyables qui étaient à vendre dans les petites villes et villages pour 50 000, 75 000, 100 000 dollars »*, raconte-t-il en assurant que *« le coût de la vie y est deux fois moins cher »*.

Explication : le décrochage économique massif de l'Europe et de la France, par rapport aux Etats-Unis. La comparaison avec 2016 est édifiante. Cette année a l'avantage d'être peu polémique, l'euro cotait 1,15 dollar (contre 1,07 aujourd'hui), les séquelles de la crise financière et de l'euro étaient dépassées en cette fin de présidence de Barack Obama. L'évolution permet de constater que la présidence de Donald Trump puis celle de Joe Biden sont marquées par une accélération économique qui rappelle l'âge d'or des corporations, le *« Gilded Age »* (« âge doré ») de la fin du XIXe siècle, avec le triomphe des John Davison Rockefeller, Andrew Carnegie, Thomas Edison, J. P. Morgan ou les *« Roaring Twenties »*, ces années 1920 faites de folie économique, de repli sur soi et de racisme institutionnalisé.

Les chiffres des entreprises donnent le vertige. Nul besoin de regarder les capitalisations boursières un brin virtuelles, à commencer par Microsoft (3 000 milliards de dollars). Les

profits en 2023 sont édifiants : 94 milliards de dollars pour Apple, 72 milliards de dollars pour Microsoft, 61 milliards de dollars pour Alphabet, 55 milliards de dollars pour ExxonMobil et JP Morgan, 40 milliards de dollars pour Meta…

Un « redécollage »

Et les Américains s'enrichissent aussi. En 2016, le produit intérieur brut (PIB) par habitant est de 38 350 dollars pour la France et de 58 180 dollars pour les Etats-Unis, soit un écart de 50 %, selon les données du Fonds monétaire international. En 2023, les chiffres sont passés à 47 360 dollars et 85 370 dollars, soit un écart abyssal de 80 %. Ceux-ci, ajustés des parités de pouvoir d'achat (PPP), qui permettent de mieux mesurer le niveau de vie, montrent que l'écart a bondi de 30 % à 40 %.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, le salaire moyen annuel aux Etats-Unis était de 77 000 dollars en 2022 contre 52 700 dollars (PPP) en France. L'ajustement en parité de pouvoir d'achat a des côtés rassurants mais incomplets. Le coût de la vie plus cher atteste surtout d'un développement économique plus fort. Lorsqu'il s'agit d'acheter un iPhone, de l'essence, d'investir dans l'intelligence artificielle, de voyager en avion, ce qui compte, ce sont les dollars ou les euros que l'on débourse.

Ramon de Oliveira, administrateur d'Axa, ancien de JPMorgan et d'AllianceBernstein, recadre l'évolution des Etats-Unis. *« Le redécollage a eu lieu au milieu du second mandat d'Obama. Trump a hérité de sa reprise et l'a accélérée. Avec sa politique fiscale débridée et la politique monétaire de taux bas, il a explosé les compteurs. Biden a continué, car les résultats économiques sont formidables »*, explique M. de Oliveira, qui vit à New York depuis quatre décennies. Résultat, selon le *Wall Street Journal*, il y a dix ans, l'Union européenne, y compris le Royaume-Uni, avait un PIB équivalent à 23,5 % de l'économie mondiale, supérieure à celle des Etats-Unis (22,1 %). En 2024, les courbes sont complètement inversées : 26,3 % pour les Etats-Unis et 20,5 % pour l'Europe, Royaume-Uni inclus.

En 2016, Donald Trump avait dû son élection à la bascule de la Rust Belt, les Etats désindustrialisés dits de « la ceinture de la rouille » (Michigan, Wisconsin, Pennsylvanie), sur fond de paupérisation des classes moyennes blanches. Tout cela a disparu, notamment avec les plans d'investissements massifs de Joe Biden dans l'énergie et les semi-conducteurs. *« La Rust Belt fait partie du passé. Le processus de réindustrialisation est en pleine expansion à travers les Etats-Unis. C'est généralisé »*, constate Ramon de Oliveira.

Il n'y a pas que la tech, mais aussi le retour de l'Amérique dans des secteurs où elle avait été distancée : l'espace avec SpaceX, l'automobile électrique avec Tesla, les renouvelables avec les vents et le soleil du Texas… Le tout dans un contexte d'énergie surabondante : les Etats-Unis produisent plus de pétrole que l'Arabie saoudite et le gaz a permis au pays de faire passer la part du charbon de 50 % à 20 % en vingt ans dans la production électrique et ainsi d'afficher une des meilleures performances de réduction de CO_2.

Promesse de ne pas augmenter les impôts

L'Amérique s'enrichit donc, même si les Américains n'en savent pas gré à Joe Biden en raison de l'inflation. Certes, elle est retombée à 3,5 % sur un an contre un pic de 9,1 % en juin 2022. Mais la hausse cumulée des prix depuis huit ans est massive : 30 % ! Le souvenir des tarifs passés nourrit la nostalgie. Le prix du gallon d'essence est passé de 2,15 dollars en avril 2016 à 3,70 aujourd'hui, après un pic à plus de 5 dollars en juin 2022. Le prix d'une

voiture neuve a dépassé les 47 300 dollars, selon le site de référence Kelley Blue Book. Celui d'une maison individuelle, qui était de 246 000 dollars en 2016, tourne autour de 390 000 dollars.

Résultat, personne n'est content, comme en atteste Tiffany Knighten, Afro-Américaine new-yorkaise qui s'était mise à son compte pendant la « grande démission » et gagne environ 100 000 dollars annuels. *« C'est pire qu'il y a dix ans, même si les salaires étaient plus bas, la vie coûtait moins cher*, assure cette spécialiste du conseil en marketing. *Même les gens qui gagnent plus de 100 000 dollars* [par an] *ont du mal, c'est bien pire. »* Elle précise cependant qu'elle-même n'est pas concernée par la hausse des loyers, car celui-ci est stabilisé par la ville de New York, à 2 400 dollars par mois. L'éditorialiste du *Wall Street Journal* Greg Ip a interpellé ses lecteurs sceptiques sur l'économie : « *Quel est le problème avec l'économie ? C'est vous, pas les chiffres*. »

Les Français, eux, sont médusés face à la performance américaine, comme Loriane Lafont-Grave, doctorante en philosophie littéraire à Chicago. *« L'université de Chicago nous a considérablement augmenté les bourses de doctorat. En 2018, quand je suis arrivée, c'était 32 000 dollars par an. C'est désormais 45 000 dollars. C'est énorme, hallucinant. Ils ont suivi l'inflation. En France, vous divisez par 2,5. C'est un tabou énorme »*, explique la jeune femme, qui dit gagner le salaire d'un maître de conférences français et constate combien l'argent coule à flots dans les universités : *« Un colloque à l'université de Chicago, c'est 30 000 dollars de budget. En France, c'est 3 000. Le décrochage est flagrant. »*

Toutefois, si elle vit aussi bien, c'est grâce à son mari, ingénieur français employé dans la tech à San Francisco. *« Le pouvoir d'achat, cela veut dire quelque chose. Aux Etats-Unis, gagner entre 100 000 et 400 000 dollars* [par an] *n'est pas extraordinaire. Cela l'est en France »*, constate-t-elle ; 20 % des ménages gagnent plus de 100 000 dollars et 2 % plus de 400 000 dollars, selon la Maison Blanche : en deçà de ce niveau, Joe Biden a promis de ne pas augmenter les impôts, ce qui donne une définition de la richesse sans commune mesure avec les célèbres 4 000 euros par mois évoqués par François Hollande durant la campagne présidentielle de 2007.

Riche Amérique, uniquement pour les riches ? Moins qu'au début du siècle, lorsque l'économiste français Thomas Piketty triomphait aux Etats-Unis en dénonçant dans *Le Capital au XXIe siècle* (Seuil, 2013) la captation de la richesse par les plus aisés et que l'économiste Robert Gordon prédisait en 2016 une stagnation séculaire faite de chômage, de faible croissance et d'absence de hausse salariale.

Tout a changé à la fin du mandat de Barack Obama et s'est accéléré ensuite. Le plein-emploi a forcé les entreprises à augmenter les salaires – Amazon a fixé son salaire horaire minimal à 15 dollars dès novembre 2018 – et la crise liée au Covid-19 a accéléré le phénomène avec la « grande démission » obligeant le secteur des services à réévaluer les fiches de paie. Résultat, de 2015 à début 2023, le quintile des salaires les plus bas a augmenté systématiquement plus que les autres, comme le montre le tracker de la Réserve fédérale d'Atlanta (Géorgie).

New York, troisième ville la plus chère au monde

En 2016, Bernie Sanders, le sénateur socialiste du Vermont, faisait la proposition, jugée révolutionnaire, d'augmenter le salaire minimal à 15 dollars. Nul n'en parle, le marché ayant largement résolu le problème.

« Après cinq décennies de creusement des inégalités et de stagnation des salaires, les travailleurs à revenus faibles et moyens aux Etats-Unis ont connu une augmentation significative de leurs rémunérations réelles au cours des quatre dernières années », affirme Arindrajit Dube, économiste à l'université du Massachusetts à Amherst, qui salue la politique de Joe Biden et estime que cela a *« comblé de près de 40 % le creusement de l'écart salarial entre les quatre-vingt-dixième et dixième centiles »* constaté depuis un demi-siècle.

Dans le pays occidental qui reste le plus inégalitaire, le taux de pauvreté après redistribution est passé de 14 % en 2016 à 12,4 % en 2022, mais il avait été plus bas en 2019 sous Trump, à 10,5 %.

Croissance, inflation, peu importe, l'Amérique en surchauffe est devenue inaccessible pour les Européens. Difficile, pour une entreprise tricolore, d'attirer un PDG américain, aux prétentions salariales considérablement plus élevées qu'un candidat français. Face à la montée des coûts, les entreprises sabrent dans les effectifs expatriés, la pandémie de Covid-19 ayant accéléré le phénomène.

Pour les touristes français, c'est le choc. Les plus de 50 ans ont le souvenir de leur jeunesse, avec des hot-dogs à 1 dollar pris sur le pouce à Central Park, des motels à 30 dollars dans l'Ouest américain et des jeans bon marché. De cela, ne restent que les fringues et une sérieuse douche froide à l'arrivée.

Pour prendre le taxi à partir de l'aéroport John F. Kennedy, le prix de base, qui était de 52 dollars en 2017, est désormais de 75 dollars. Auquel il faut ajouter toutes sortes de péages : l'addition est de 95 dollars. Ensuite, la visite des musées fait s'envoler le prix des séjours. Le Metropolitan Museum a mis fin à la gratuité possible pour les touristes, auxquels était conseillé un prix d'entrée de 25 dollars jusqu'en 2018. C'est désormais 30 dollars, obligatoires, pour des institutions qui vivent du mécénat et n'ont pas d'aides publiques. Ajoutons l'envolée du prix des billets transatlantiques, accentuée par la faillite de la compagnie low cost Norwegian en 2020, et tout cela est inabordable.

A New York, pour le Français qui veut rester Français, le croissant coûte 4,50 dollars, le pot de confiture environ 8 dollars et l'époisses Berthaut, qui par miracle était vendu 13 dollars en 2017, s'est envolé à 29 dollars et reste mal affiné après un si long voyage.

Ne pas se fier au menu de restaurants : il faut ajouter 8,8 % de taxes et 20 % de pourboire. La moindre facture dans un établissement italien dépasse 200 dollars pour deux si on ne veut pas renoncer au vin. Selon le dernier classement de *The Economist*, New York est la troisième ville la plus chère au monde derrière Zurich, en Suisse, et Singapour.

Taux d'Américains non assurés au plus bas niveau historique

Mais il n'y a pas que New York. Anne de Mondenard, historienne de l'art, avait prévu en 2023 un road trip culturel en famille dans le sud des Etats-Unis, à travers le Texas et le Nouveau-Mexique. Elle a renoncé face au devis qui explosait : *« Nous avions voyagé en 2012 avec les enfants avec un échange de maisons en Californie. Tout d'un coup, cela nous a paru dingue »*, confie-t-elle. Jean-François Rial, PDG du groupe Voyageurs du monde, confirme ce sentiment. *« Les tarifs globaux d'un voyage aux Etats-Unis (avion, hôtel, location de voiture) sont devenus très élevés pour les familles. Sur les Etats-Unis, on est en baisse de 10 % »*, explique-t-il.

La vie américaine est aussi un voyage dans des prix qui semblent si aberrants qu'on ose à peine les mentionner. La crèche, de 8 h 30 à 18 heures, à Yorkville, au nord-est de Manhattan, coûtait 2 700 dollars en 2017. Le prix est désormais de 3 345 dollars par mois. Toutes les institutions privées ont des frais de scolarité extrêmement élevés faute d'aides publiques, y compris les lycées français séparés financièrement de l'éducation nationale ; 52 000 dollars par an à New York, 25 000 dollars à l'établissement Rochambeau (Washington), 35 000 à San Francisco. Sans compter l'étude ou les activités périscolaires. Tout le monde n'a pas le talent pour connaître ce souci, mais l'année d'études à Harvard coûte 82 866 dollars, logé et nourri. Toutefois, ces chiffres peuvent être réduits par les multiples bourses qui existent.

Tout coûte cher aux Etat-Unis, à commencer par la santé. L'Européen tombe des nues en arrivant à New York lorsqu'il découvre que le prix de la visite chez le pédiatre, indispensable pour entrer à l'école, est de 360 dollars – sans le vaccin – tandis qu'une dent de sagesse arrachée a été facturée 1 320 dollars.

Loriane Lafont-Grave défend le système américain, comme la plupart de ceux qui disposent d'une assurance (le taux d'Américains non assurés est de 7,7 %, au plus bas historique, deux fois plus faible que les 16 % de 2010, avant la réforme de l'assurance-maladie de Barack Obama, tandis que tous les retraités sont couverts par l'assurance publique Medicare), en raison de l'abondance incroyable des soins. *« En 2020, j'ai fait des examens médicaux qui ont coûté 30 000 dollars et le reste à charge était de 1 500 dollars. Mais on peut accepter un reste à charge si les soins sont meilleurs »*, explique-t-elle en déplorant un récent séjour aux urgences de Toulouse en raison d'une pneumopathie : *« On ne m'a fait aucun examen. J'ai dû revenir aux urgences à Chicago. »*

Selon la Kaiser Family Foundation (KFF, spécialiste des études de santé), l'assurance santé coûte en moyenne 24 000 dollars pour une famille et 8 400 dollars pour une personne seule. La hausse pour une famille est de 47 % depuis 2013. Le reste à charge par habitant est de 1 425 dollars, contre 545 dollars en France et 900 dollars dans les pays développés. La visite normale chez les médecins prévoit systématiquement un reste à charge de 30 à 50 dollars.

Toutefois, les cas les plus exorbitants sont sans doute les spectacles à Las Vegas – les tickets pour le Super Bowl 2024 vendus directement par la National Football League étaient à 2 000 dollars contre… 90 dollars ajustés de l'inflation en 1967, selon le site Wink – et les vacances au ski. A Jackson Hole, station ultrachic du Wyoming, la journée de cours collectif pour enfant coûtait à l'hiver 2023 la bagatelle de 420 dollars. Et dans les œufs, un skieur venu de la région de New York racontait qu'il avait initialement prévu d'aller skier à Chamonix (Haute-Savoie), au fond guère plus éloigné, car c'était moins cher, mais y avait renoncé : pas assez de neige. Les Européens n'en sauront rien.

Arnaud Leparmentier (New York, correspondant)

* * *

Pourquoi la dette souveraine française échappe à la dégradation des agences de notation ? – Le Cercle des Economistes

(Crédits photo : Adobe Stock -)

Le verdict est tombé vendredi 26 avril 2024 : aucune des deux agences Moody's et Fitch n'a touché à sa notation de la dette française. Pour Anne-Sophie Alsif, notre dette souveraine échappe à la dégradation grâce à la capacité de la France à consommer, et à son appartenance à la zone euro.

L'agence Moody's a maintenu la note «Aa2», avec une perspective stable. L'agence Fitch, qui avait déjà dégradé la dette française il y a un an, a conservé le niveau «AA-», accompagné de la perspective stable.

Cette décision a surpris les économistes et rassuré le gouvernement dans un contexte de dégradation du déficit public connu ces dernières semaines. En effet, la prévision de croissance pour 2024 a déjà été abaissée passant de 1,4% à 1%. Mais c'est surtout le chiffre du déficit public qui a dérapé devant s'élever à 5,5% en 2023 au lieu de 4,9%.

En raison de la dégradation de la trajectoire des finances publiques, l'abaissement de la note de la dette souveraine de la France apparaissait acté, notamment au regard de la méthodologie utilisée par les agences et la forte pondération des indicateurs budgétaires.

D'ailleurs, les agences doutent au sein de leur communiqué, de la capacité de la France à revenir à un déficit public à 3% d'ici à 2027 ou encore interrogent sur la réalisation effective des économies annoncées. En effet, elles restent sceptiques au regard des dépenses engagées auprès des agriculteurs ou encore de la hausse des dépenses militaires.

Les atouts de l'économie française

Dès lors, la question reste entière : pourquoi les agences de notation n'ont pas dégradé la note française ? Les agences de notation relèvent des atouts de l'économie française : sa forte capacité à lever l'impôt, le fort ralentissement du taux d'inflation notamment en 2025, la baisse des aides concernant les dépenses énergétiques, la solidité du secteur bancaire et le faible taux de prêts non performants.

Néanmoins, l'argument central reste le fort taux d'épargne des ménages (16,8% en 2024) et la capacité du pays à accroître sa consommation en cas d'amélioration du taux de croissance en 2024 qui devrait s'élever, selon nos prévisions, à 1,4%. En effet, le ralentissement de la croissance s'explique en 2023 par le moindre dynamisme de la consommation des ménages

(+0,6% en 2023) qui devrait repartir (+1,1% en 2024 puis 1,4% en 2025). Or, la consommation intérieure représente la première contribution à la croissance française.

Un des taux de croissance les plus élevés de la zone euro en 2023

L'investissement notamment des entreprises qui faiblit fortement en raison de la hausse des taux d'intérêt (passant de + 1,1% en 2023 à -1,2% en 2024) devrait repartir en 2025 à +1,6%. De plus, l'inflation continue de se modérer et devrait atteindre 2,6% en 2024 puis 1,7% en 2025 en raison de l'efficacité de la politique de hausse des taux, de la faiblesse de la demande mondiale et du fort ralentissement des prix de l'énergie et alimentaires. Ainsi, les agrégats économiques s'améliorent progressivement expliquant le maintien de la perspective stable.

La hausse de la consommation augmentera la croissance et baissera le ratio du déficit public. C'est le pari que semblent adopter les agences de notation en ligne avec celui du gouvernement. En effet, la croissance économique reste le meilleur moyen pour un pays de se désendetter. Rappelons également que la France a été un des pays ayant eu un des taux de croissance le plus élevé en 2023 de la zone euro.

Enfin, il apparait essentiel à travers la décision des agences de notation et le faible impact des indicateurs budgétaires sur les marchés financiers, le rôle que joue l'appartenance pour la France à la zone euro. Les investisseurs regardent la zone monétaire dans son ensemble ; préservant l'attractivité de la dette française et des taux d'intérêt à long terme contenus. A l'heure des élections européennes, la décision des agences de notation invite à la réflexion pour un Etat, de l'intérêt économique à appartenir à l'euro et de sa capacité à protéger l'économie des chocs exogènes dont nous bénéficions tous chaque jour.

Anne-Sophie Alsif
Invitée du Cercle des économistes
Cheffe économiste de cabinet conseil BDO France

* * *

Coût du travail : quels sont les pays d'Europe où il a le plus augmenté en 2023 ? – L'Express

Les hausses les plus faibles ont été observées en Italie (1,4 %), au Danemark (2,5 %) et à Malte (3,2 %). L'Allemagne et la France figurent en haut du classement.
Par Ambre Xerri

Alors que les ménages ont été frappés de plein fouet par la hausse des prix en 2023, avec un niveau d'inflation atteignant 7 % en mars, les entreprises ont, également, pâti des conséquences de la guerre en Ukraine. À l'augmentation du prix des matières premières, s'ajoute celle du coût de la main-d'œuvre. Plus 5,3 % en moyenne dans l'Union européenne en seulement un an, d'après les chiffres de l'Office fédéral des statistiques allemand Destatis, publiés ce dimanche 25 avril.

En 2023, le coût horaire salarial a augmenté sur l'ensemble du Vieux continent, à l'exception de la Suède, où celui-ci a chuté de plus de 3 %. En France, cette hausse est restée relativement modérée, et s'est établie à 3,6 %. À rebours de la Belgique où le coût du travail a progressé de 8 % par rapport à l'année 2022. Mais c'est à l'est de l'Europe que les plus fortes hausses ont été recensées. Près d'un cinquième en plus en Hongrie, et près de 16 % en Pologne. La Lituanie et l'Estonie atteignent respectivement les 12,4 % et 11,7 % d'augmentation.

L'écart Est-Ouest

À noter toutefois que le coût de la main-d'œuvre dans les pays de l'ancien bloc soviétique reste bien en deçà de celui de la moyenne européenne, qui s'élève à 31,80 euros. En Hongrie par exemple, un salarié coûte en moyenne 12,80 euros de l'heure à son employeur, soit quatre fois moins qu'un salarié luxembourgeois. Mais ce sont la Roumanie et la Bulgarie qui détiennent le record du coût du travail le plus bas : 11 euros et 9,30 euros respectivement de l'heure. De façon plus générale, "les coûts de la main-d'œuvre par heure travaillée varient considérablement au sein de l'Union européenne", souligne Destatis.

Un écart s'observe notamment entre les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest et ceux d'Europe de l'Est. Les premiers figurent par exemple en tête de classement des Etats où le coût de la main-d'œuvre est le plus élevé.

La France a atteint en 2023 les 42,2 euros, coude à coude avec son voisin allemand, qui dépense en moyenne 41,3 euros par salarié et par heure travaillée. Le couple franco-allemand talonne ainsi les Pays-Bas, où le coût horaire s'élève à 43,39 euros. Sur le podium du classement, le Luxembourg, le Danemark, et la Belgique qui enregistrent un coût salarial respectif de 53,90 euros, 48,10 euros et 47,10 euros par heure travaillée.

* * *

La réindustrialisation de la France, une route encore longue et semée d'embûches – Le Monde

Le bilan du gouvernement depuis 2017 est positif en matière d'emplois créés et d'usines ouvertes, mais l'objectif de relever la part de l'industrie de 10 % à 15 % du produit intérieur brut d'ici à 2035 est irréalisable, selon un rapport commandé par Bercy.

Il n'est pas dit que la lecture du rapport d'Olivier Lluansi provoque des explosions de joie à Bercy comme à l'Elysée. Chargé, à l'automne 2023, par le ministère de l'économie d'une mission sur l'avenir des politiques industrielles en France, cet ancien délégué interministériel au dispositif Territoires d'industrie et ex-conseiller industrie du président François Hollande

doit rendre sa copie dans les prochains jours. Et celle-ci risque de tempérer, voire de doucher, les espoirs gouvernementaux en matière de réindustrialisation.

L'exécutif, derrière Emmanuel Macron, s'est fixé un objectif très ambitieux : relever la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) français de 10 % à 15 % d'ici à 2035, afin de rattraper la moyenne européenne. Impossible, prévient Olivier Lluansi, qui prédit une hausse maximale possible de 2 % à 3 % du PIB en une décennie, *« ce qui serait déjà remarquable »*, confie-t-il.

Cet expert a identifié deux freins majeurs pour remplir le vœu de l'exécutif : l'énergie et la main-d'œuvre. *« En attendant la mise en route des nouvelles centrales nucléaires, la France n'aura pas assez d'énergie décarbonée pour gagner 5 points de PIB en dix ans, et elle n'aura pas non plus suffisamment de main-d'œuvre formée »*, affirme-t-il. Près de 60 000 postes restent toujours non pourvus dans l'industrie française.

Trois conditions

Mais le scénario Lluansi à 12 % ou 13 % du PIB permettrait déjà de réaliser des performances inédites : *« La balance commerciale manufacturière, actuellement en déficit de 60 milliards d'euros, redeviendrait positive, et on créerait 50 000 nouveaux emplois industriels chaque année »*, résume-t-il. A côté des 130 000 emplois créés dans l'industrie depuis 2017, la dynamique serait impressionnante.

Trois conditions sont toutefois indispensables pour y parvenir, selon cet associé chez Strategy&, l'entité de conseil en stratégie du cabinet PwC. La première, reconfigurer la politique actuelle de réindustrialisation pour intégrer toutes les industries, portées par de nombreuses PME dans les territoires, et pas seulement les hautes technologies.

La deuxième : inciter la commande publique à acheter français. *« Avec la commande publique, on pourrait acheter 15 milliards d'euros par an en plus de biens manufacturiers »*, estime-t-il. Encore faudra-t-il que Bruxelles accepte.

Enfin, un tel dispositif coûte cher : 200 milliards d'euros sur dix ans, a calculé Olivier Lluansi. *« Soit 3 % des 6 000 milliards d'euros de l'épargne des Français »*, ajoute l'expert, qui exhorte le gouvernement à flécher cette manne, seul moyen, selon lui, de contrer les programmes d'investissements concurrents américain ou chinois.

Balance commerciale largement déficitaire

Autant d'impératifs ne sont pas faciles à remplir pour le gouvernement, surtout par temps de grand froid budgétaire, même si Bercy a juré que les investissements industriels ne seront pas touchés par les économies décidées pour 2024 et 2025. Pas une semaine ou presque ne se passe sans que l'exécutif mette en avant un des *« piliers »* de sa politique de réindustrialisation : *« plan de bataille »* pour le solaire et l'énergie photovoltaïque, plan pour le *« développement de la filière des pompes à chaleur »*, mesures pour libérer le foncier industriel ou faciliter la réintroduction des mines en France, etc.

Le bilan gouvernemental depuis 2017 est indéniable : près de 130 000 emplois industriels supplémentaires ont été enregistrés, quelque 300 nouvelles usines ont été ouvertes dont les gigafactories de *« la vallée de la batterie électrique »*, autour de Dunkerque (Nord).

Réforme du marché du travail, baisse de l'impôt sur les sociétés et des impôts de production, crédit d'impôt sur les investissements verts, simplification des normes administratives, subventions publiques (54 milliards d'euros pour le plan France 2030), l'exécutif a multiplié les incitations depuis 2017. *« La réindustrialisation est en œuvre, elle est le fruit de notre stratégie pour l'attractivité de la France et pour soutenir les filières de la décarbonation »*, salue le ministre délégué à l'industrie et à l'énergie, Roland Lescure.

Pour autant, la balance commerciale de l'industrie reste largement déficitaire, toujours « sauvée » du pire par l'aéronautique et le luxe. La productivité a décroché entre 2019 et 2023, selon la Banque de France. Et le prix de l'énergie en Europe est toujours plus élevé qu'aux Etats-Unis et en Asie, un handicap pour de nombreux investissements à long terme. La route est donc encore longue avant d'envisager une part de l'industrie à 15 % du PIB français. Au moins deux décennies, selon Olivier Lluansi.

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin d'adhesion 2024 accompagné du paiement correspondant.